



17 janvier 2013

Journée d'action et de manifestation départementale

**Contre les politiques d'austérité,
pour l'emploi et les salaires**

Une situation lourde de dangers !

Alors que le chômage progresse, que la précarité et la pauvreté explosent, que les conditions de vie et de travail se durcissent pour un nombre toujours plus conséquent de salariés, le patronat utilise la crise et les renoncements du gouvernement pour accentuer son offensive de destruction sociale.

Au nom du soi disant « coût du travail » trop élevé et de la rigidité supposée du « marché du travail », le patronat déploie une guerre acharnée dans les entreprises et auprès du gouvernement pour faire payer la facture de la crise aux salariés en les contraignant à renoncer à bon nombre de droits sociaux.

Salaires, temps et conditions de travail, retraites, emplois, protection sociale, services publics, etc., tout passe à la moulinette pour accroître la rémunération du capital au détriment de celle du travail.

Le 94 n'échappe pas à la casse sociale !

Libéralisation, restructuration, déréglementation, sous-traitance en cascade ; recul des moyens et capacités de l'État au profit des grands groupes..., les dégâts que provoque cette politique patronale, avec la bénédiction des gouvernements, sont déjà considérables.

Dans le Val-de-Marne, cela se traduit par la casse du fret Sncf ; la désindustrialisation croissante avec de lourdes menaces sur les entreprises Sanofi-Aventis et l'imprimerie *Le Monde* ; un plan d'économies sans précédent chez Air France ; la

fermeture de la centrale thermique de Vitry ; la destruction des emplois et services publics dans la santé, l'école et les collectivités territoriales ; l'accentuation de la flexibilité et des bas salaires dans le commerce et les services, la métallurgie ou l'agroalimentaire.

On n'apprivoise pas des requins !

Non satisfait des 20 milliards d'euros de crédit d'impôts aux entreprises, sans contrepartie, qu'il a récemment obtenu du gouvernement, qui s'ajoutent aux 170 milliards d'euros d'aides publiques et d'exonérations en tout genre dont les entreprises bénéficient déjà, le Medef (syndicat du grand patronat et avocat du CAC 40) en redemande.

Pour lui, comme si cette ligne de conduite ultralibérale n'était pas déjà en échec, il faudrait davantage encore amincir le Code du travail ; remettre définitivement en cause le CDI ; faciliter les procédures de licenciements ou baisser drastiquement les retraites complémentaires.

Jamais, au moment même où les salaires et l'emploi sont laminés sous l'autel de la rentabilité financière et que le SMIC vient d'être revalorisé de 3 centimes d'euros de l'heure, il n'est question un instant de demander des comptes aux patrons du CAC 40 qui ont perçu en moyenne, cette année, une rémunération de 4,2 millions d'euros (260 années de SMIC), ni même de s'interroger une seule seconde sur le bien fondé des 210 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires !

**Une marche revendicative
partira à 13 heures de l'entreprise Essilor
81 boulevard Jean Baptiste Oudry - Créteil
(métro ligne 8 - station pointe du lac)**

Une posture patronale et gouvernementale socialement catastrophique et économiquement inefficace !

Les politiques d'austérité, qu'elles soient de nature libérale ou sociale libérale, en plus d'aggraver les conditions de vie des peuples, mènent partout à la récession, au chaos économique, au recul de l'activité et de la croissance.

Le gouvernement doit changer de cap !

L'austérité n'est pas compatible avec la relance de la croissance. Les baisses de cotisations sociales patronales au nom de la compétitivité sont un échec complet. La CGT revendique leurs arrêts et leurs évaluations. Dans le même ordre d'idée, la ratification en force du traité budgétaire européen qui sanctuarise les politiques de rigueur, qui enferme les budgets publics dans un terrible carcan, est une grave faute politique aux conséquences lourdes. La patronne des patrons ne s'y trompe pas en félicitant le gouvernement de ce choix. La nouvelle majorité politique doit rompre avec ces politiques. Elle doit entendre et répondre aux exigences sociales. Ce n'est pas aux salariés de payer la crise ! Le changement qu'ont exprimé les salariés lors des séquences électorales, est bien celui d'une amélioration de la situation du monde du travail, des jeunes et des retraités et non de nouveaux cadeaux aux employeurs. C'est particu-

lièrement le cas en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, de lutte contre les licenciements, d'avenir des services publics et de la protection sociale.

Pour la CGT, la sortie de crise ne peut être que dans la taxation du capital et dans la revalorisation du travail. Revaloriser le travail passe par deux urgences : augmenter les salaires et conquérir le plein-emploi solidaire.

D'autres solutions existent pour produire et répartir autrement les richesses. De l'entreprise à l'échelle de la société, elles passent par la lutte, l'intervention et la mobilisation du plus grand nombre.

Dans la continuité des mobilisations nationales et départementales, à l'appel de quatre organisations syndicales (CGT, CFTC, FSU et Solidaires) ; les syndicats CGT du Val-de-Marne (actifs et retraités), ont décidé d'organiser une journée d'action départementale interprofessionnelle le jeudi 17 janvier 2013 contre les politiques d'austérité, pour l'emploi et les salaires. Cette journée de résistance et de riposte unitaire sera l'occasion de faire résonner nos exigences revendicatives dans chaque entreprise, établissement et territoire.

Pour faire converger nos colères et nos combats, donner de la force à nos luttes, une marche revendicative partira à 13 heures de l'entreprise Essilor à Créteil.

81 boulevard Jean Baptiste Oudry - (métro ligne 8 – station pointe du lac)

ESSILOR :

entreprise du CAC 40 qui affiche un chiffre d'affaire de 2 milliards d'euros, en hausse de 6,7% au premier semestre 2012.

Considérant que les syndicats étaient trop exigeants, l'entreprise vient de faire échouer les négociations annuelles obligatoires.



Je me syndique à la CGT !

Nom : Prénom : Age :
Adresse :
Code postal : Ville :
Tél : Courriel :
Entreprise :
Code postal et ville de l'entreprise :

À renvoyer à l'UD-CGT 94, 11-13 rue des Archives, 94010 Créteil Cedex
Tél : 01 41 94 94 00 - Fax. : 01 41 94 94 33 - Courriel : infos@cgt94.fr - www.cgt94.fr